# Les petites entreprises en France au XXè siècle

Dans les statistiques publiques, les petites entreprises qui nous intéressent ici sont celles qui emploient moins de 50 salariés, le P des PME (les petites et moyennes entreprises), celles qui relèvent des contrôleurs du travail qu'évoquera Lionel de Taillac dans son exposé. Si elles ont en commun leur petite taille, elles ne forment pas une catégorie homogène. Elles agrègent des entreprises différentes : les petites industries, l'artisanat - qui, on le verra, se structure dans cette période -, le commerce de détail, l'hôtellerie et la restauration… La place de ces petites entreprises dans l'économie a souvent été sous-estimée. Les concept de « révolution industrielle » et de productivité, notamment, ont conduit économistes et historiens à mettre en lumière le rôle des grandes entreprises dans la croissance et à voir les petites comme des archaïsmes voués à disparaitre. Or, on peut rappeler ici un chiffre : sur les 5,2 millions d'entreprises dénombrées par l'INSEE en France, plus de 9 sur 10 emploient moins de 50 personnes[1] ; même en laissant de coté les micro-entrepreneurs, l'écrasante majorité des entreprises françaises sont toujours des petites entreprises. Dès lors, l'ambition de cette communication est de proposer quelques jalons pour comprendre cette permanence des petites entreprises dans l'économie française au XXè siècle. Comment se sont-elles maintenues ? Pourquoi l'industrialisation et la croissance ne les ont pas éliminées ?

## I. La « révolution industrielle », une affaire de petites entreprises

### *1. Des grandes entreprises rares avant 1880*

Avant d'aller plus loin, il faut dire deux mots du concept de révolution industrielle qui en réalité brouille davantage notre perception des transformations économiques du XIXè siècle qu'il n'aide à les comprendre et qui est remis en cause par les historiens[2]. L'idée d'une révolution industrielle s'est imposée chez ses contemporains impressionnés par les progrès de l'industrie qui se déroulaient sous leurs yeux. C'est, typiquement, Engels décrivant la nouvelle industrie textile de Manchester ou encore, dans un autre registre, les tableaux de Turner suggérant la vitesse des nouvelles locomotives à vapeur. Ils en retiennent généralement deux caractéristiques majeures : 1/ les innovations techniques, avec la mécanisation, dont la machine à vapeur est devenue le symbole ; 2/ l'usine, la concentration de la main d'oeuvre autour de ces machines dans des établissements de grande taille.

Or, toute l'Europe n'est pas la Manchester de Marx et Engels. D'une part, la mécanisation s'est diffusée lentement au XIXè siècle - loin de l'idée d'une révolution - ; d'autre part, la grande entreprise reste rare. En France, Schneider qui emploie plus de 1000 ouvriers au Creusot est plus une exception que la règle au milieu du XIXe siècle.

Tableau 1 : **Nombre moyen d'ouvriers des établissements français au milieu du XIXe**

(Hors Paris et Lyon)

[1] https://www.insee.fr/fr/statistiques/5424748?sommaire=7667330

[2] Pour une approche critique du concept de révolution industrielle, voir : François Jarrige, « Révolutions industrielles : histoire d'un mythe », *revue Projet*, n° 349, 2015.

| Secteurs d'activités | Années 1839-1847 | Années 1861-1865 |
|---|---|---|
| Mines de combustibles | 93 | 189 |
| Verreries, cristalleries, glaceries | 117 | 174 |
| Filatures de coton | 110 | 106 |
| Travail du coton | 128 | 88 |
| Sidérurgie | 54 | 100 |
| Construction de machines | 54 | 44 |
| Mines de fer | 36 | 39 |
| Bonneterie | 44 | 20 |
| Industries chimiques | 19 | 23 |
| Industries du cuir | 11 | 6 |
| Industries du bois | 6 | 6 |
| Tuileries, briqueterie | 5 | 5 |
| Industries alimentaires | 4 | 3 |

Source : VERLEY P., *Entreprises et entrepreneurs du XVIIIe siècle au début du XXe siècle*, Paris, Hachette, 1994.

Le tableau précédent montre que les entreprises industrielles en France au XIXè siècle sont de petite taille. Hormis dans quelques secteurs comme les charbonnages, les filatures et la sidérurgie, leur taille moyenne dépasse rarement 50 salariés. Dans le contexte du XIXe siècle, les entreprises de 100 salariés (qui seraient aujourd'hui considérées comme des PME), et mêmes seulement de 50 dans de nombreux secteurs, apparaissent déjà comme des grandes entreprises. Dans les industries dites traditionnelles comme le bois, le cuir, les briqueteries et les tuileries, l'alimentation (brasserie, meunerie, huilerie…), les entreprises sont des établissements artisanaux, faiblement mécanisés, qui n'emploient qu'une poignée d'ouvriers et qui travaillent pour des marchés locaux dans un rayon limité de 5 à 10 kilomètres[3].

### *2. Une structure dualiste qui perdure dans l'entre-deux-guerres*

La grande entreprise, qui emploie plusieurs centaines de salariés (et *a fortiori* davantage), n'apparait vraiment qu'à la fin du XIXe siècle, notamment dans les industries qui naissent dans cette période, comme l'automobile avec Renault, Peugeot ou Citroën, mais aussi dans les services comme les grands réseaux de transport ou de distribution d'énergie. Renault, par exemple, emploie déjà près de 5000 salariés en 1914.

L'apparition de nouveaux procédés de fabrication, qui nécessitent des capitaux plus importants, et les progrès des transport, qui élargissent les marchés, favorisent le développement d'entreprises plus grandes et moins nombreuses dans des secteurs restés

[3] Sur les tuileries et briqueteries, cf. Cyril Lacheze, « Abandonner le travail à la main ? Les ateliers de tuilerie français au XIXe siècle, une production locale face à la mécanisation », *Emulations*, n° 43-44, 2023.

jusque-là peu mécanisés et très peu concentrés comme l'alimentation ou les matériaux de construction. Le nombre de moulins, de brasseries ou de briqueteries, par exemple, régresse fortement entre les années 1880 et 1920.

Pour autant, l'émergence de la grande entreprise entre 1880 et 1914 n'élimine pas les petites entreprises. En 1906, plus de la moitié des ouvriers français travaillent encore dans de très petits établissements de moins de 10 salariés. L'industrie française reste globalement peu concentrée au début du XXe siècle. On voit se mettre en place une structure dualiste, qui marque durablement l'économie française (mais aussi de nombreux autres pays industrialisés comme l'Allemagne, l'Italie ou le Japon), avec quelques grandes entreprises et un tissu dense de moyennes et petites entreprises.

De nombreuses branches industrielles, notamment dans les industries de consommation, restent peu concentrées et dominées par des petites et moyennes entreprises, sur le modèle notamment du district industriel[4]. Ces districts, encore appelés, avec quelques nuances entre ceux-ci, clusters ou systèmes productifs locaux (SPL) se caractérisent par la concentration dans un même lieu d'entreprises d'une même activité majoritairement de petite taille, des PME et des artisans. La concentration est ici spatiale plutôt qu'économique. Le territoire y est une ressource fondée sur la présence d'une main d'oeuvre qualifiée, de fournisseurs et de sous-traitants (y compris de banques locales pour se financer) et la circulation des informations et des techniques. Le travail du cuir, par exemple, est marqué dans sa géographie, par l'atomisation de la production dans de très nombreux petits établissements présents sur tout le territoire et, en même temps une concentration d'entreprises, dans quelques lieux : les chaussures à Fougères (Ille-et-Vilaine) ou Romans-sur-Isère (Drôme), les tanneries et les mégisseries à Château-Renault (Indre-et-Loire), Annonay (Ardèche), Graulhet et Mazamet (Tarn), les ganteries à Grenoble (Isère), Saint-Junien (Haute-Vienne) et Millau (Aveyron)…

Cette structure dualiste et inégalement concentrée perdure dans l'entre-deux-guerres. Même dans l'automobile, terrain privilégié du développement de la grande entreprise, la France compte plus d'une centaine de constructeurs dans les années 1920, dont certains, comme Talbot ou Simca, par exemple, se sont maintenus bien au-delà de la Seconde Guerre mondiale. La grande entreprise reste rare, voire inexistante, dans des secteurs comme le bâtiment, l'alimentation, le bois et l'ameublement, le cuir… Les tanneries du district de Château-Renault, par exemple, sont de petites entreprises de 10 à 20 salariés ; une seule en compte plus de 200 à la fin des années 1930.

### *3. Quelle place pour l'artisanat et le petit commerce dans une France qui s'industrialise ?*

L'industrialisation n'entraîne pas non plus de disparition de l'artisanat et du petit commerce. Certains historiens ont vu, au contraire, dans la Belle époque (entre les années 1890 et 1914) un âge d'or de l'atelier et de la boutique. On constate en effet une croissance du nombre de patentes (l'ancêtre de la taxe professionnelle, jusqu'à sa suppression) dans cette période. Le recul des pratiques d'autoconsommation, l'urbanisation, la mécanisation, notamment ont été propice à la multiplication des petits commerces et des artisans de l'alimentation, du bâtiment, du transport, des métiers ruraux (maréchaux, tonneliers, selliers…)…

---

[4] Voir : Daumas Jean-Claude, « Districts industriels : du concept à l'histoire », numéro spécial de la *Revue économique*, « Où va l'histoire des entreprises ? », 58/1, 2007, p. 131-152. LESCURE (Michel) (éd.) *La mobilisation du territoire. Les districts industriels en Europe occidentale du XVIIe au XXe siècles*, Paris, CHEFF, 2006. Le Bot Florent et PERRIN CÉDRIC (dir.) , *Les chemins de l'industrialisation en Espagne et en France. Les PME et le développement des territoires (XVIIIè-XXIè siècles),* Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2011.

L'entre-deux-guerres représente un moment particulier pour l'artisanat : celui de son organisation[5]. Le mot lui même entre dans le vocabulaire français au lendemain de la Première Guerre mondiale. Les artisans des différents métiers se rassemblent pour fonder la première organisation transversale représentative : la Confédération générale de l'artisanat français (CGAF) en 1922. L'artisanat prend corps à travers une série de lois qui reconnaît son existence et son autonomie : un statut d'artisan fiscal et le crédit artisanal en 1921, les chambres de métiers en 1925, le registre des métiers en 1934, l'apprentissage artisanal en 1937. L'artisanat forme ainsi une catégorie socioprofessionnelle distincte de l'industrie et du commerce, doté de ses propres institutions.

Cette structuration permet aussi de mieux le connaître. Les artisans sont 800 000, majoritairement regroupés dans trois grands secteurs jusqu'au milieu du XXè siècle : le bâtiment, l'alimentation et la confection. Les métiers de production (travail du cuir, du bois, des métaux…) sont moins importants ; ils ne représentent chacun qu'autour de 5% des artisans. Enfin, les métiers de service (coiffure, réparation et dépannage, par exemple automobile) se développent. Ce profil sectoriel vient nuancer l'idée d'une concurrence entre l'industrie et l'artisanat qui menacerait la survie de celui-ci. Les artisans sont très présents et même dominants dans des secteurs où la grande entreprise reste rare (90% des entreprises du bâtiment ont moins de 10 ouvriers, par exemple, et ce chiffre est assez stable sur la durée du XXè siècle), et inversement.

Le commerce de détail, quant à lui, est confronté à l'apparition de nouvelles formes de distribution : les grands magasins dès le XIXe siècle, les magasins à prix uniques et à succursales, comme Casino, au début du XXe siècle. La France comptait 1792 magasins de sociétés à succursales en 1906 et un peu plus de 20 000 dans les années 1930[6]. Toutefois, ce rapide essor ne remet pas encore en cause l'hégémonie des petits commerçants indépendants : les trois-quart des achats alimentaires se font encore chez ces derniers. En 1950, la superficie moyenne des commerces est inférieure à 20 mètre carré, les deux-tiers n'emploient aucun salarié et seulement 2% en emploient plus de dix[7].

## II. Les petites entreprises au temps des Trente glorieuses et de la mondialisation

### *1. La permanence des petites entreprises dans l'économie française*

Après la Seconde Guerre mondiale, les élites économiques et administratives qui se côtoient notamment dans les commissions du Plan ont le regard braqué vers les Etats-Unis. La grande entreprise de type fordiste, organisée en divisions et dirigée par des cadres salariés, est érigée en modèle. Grâce aux économies d'échelle et aux gains de productivité qu'elle permet, elle apparaît comme l'organisation la plus efficace pour soutenir l'expansion, la croissance. A l'inverse les petites entreprises sont considérées comme un archaïsme et la cause d'un retard de l'économie française et de la forte inflation qui sévit alors. L'Etat cherche à favoriser la constitution de « champions nationaux ».

La période dite des Trente glorieuses est marquée dans les économies occidentales comme au Japon par le développement de très grandes entreprises et par une concentration croissante de l'emploi et de la production sur celles-ci. Au Royaume-Uni notamment, les fusions d'entreprises engagées depuis l'entre-deux-guerres se poursuivent et entraînent un très fort recul des petites entreprises : les grandes entreprises

[5] Cédric PERRIN, Entre glorification et abandon. L'Etat et les artisans en France, Paris, CHEFF, 2007 ; C. Perrin, Le XXe siècle des artisans. Histoire d'une disparition non advenue, Paris, Le Manuscrit, 2023.
[6] Olivier Londeix, *Du client au consommateur. Casino, une chaîne succursaliste française (1898-1960)*, Paris, CTHS, 2021.
[7] Tristan Jacques, L'Etat, le petit commerce et la grande distribution, 1945-1996 : une histoire politique et économique du remembrement commercial, thèse, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2017.

(de plus de 500 salariés) concentrent les deux-tiers des emplois salariés dans les années 1960 alors que la part des petites entreprises tombe à environ 10% (tableau 2)[8].

**Tableau 2 : Distribution des entreprises en % des effectifs salariés en Europe occidentale dans les années 1960**

| Nombre de salariés | Italie (1961) | France (1962) | RFA (1961) | Belgique (1961) | Royaume-Uni (1963) |
|---|---|---|---|---|---|
| - de 10 | 23,7 | 16,6 | 12,4 | 16 | 10,4 |
| 10-50 | 17,8 | 15,7 | 12,7 | 16,6 | |
| 50-100 | 23,2 | 29 | 28,9 | 32 | 22,8 |
| + de 500 | 29,3 | 38,7 | 46 | 35,4 | 66,8 |

Ces tendances se retrouvent en France, notamment dans certaines branches. Dans l'industrie automobile, le nombre de constructeurs diminue et la concentration de la production sur le trio Peugeot-Renault-Citroën s'affirme. Dans la métallurgie, le verre et le matériel électrique, les quatre plus grandes entreprises concentrent à elles seules d'un tiers à la moitié des salariés et du chiffre d'affaires.

Toutefois, l'attention accordée après la guerre aux grandes entreprises a conduit à sous-estimer la place des petites. Or, la France n'est pas les Etats-Unis ou le Royaume-Uni. Elle est marquée par l'émergence de très grandes entreprises mais en même temps par une permanence des petites (et moyennes) entreprises. La concentration a progressé depuis le début du siècle, mais les petites entreprises emploient encore un tiers des emplois salariés dans les années 1960 (tableau 2). A côté des secteurs très concentrés cités précédemment, de nombreuses branches industrielles restent assez peu concentrées en France. Dans le bassin de Thiers, par exemple, 434 entreprises de coutellerie emploient moins de 50 salariés en 1965 et 2 plus de 200, contre 1 seule en 1936[9]. La concentration a peu progressé.

Le tableau précédent montre aussi que la situation française n'est pas une exception en Europe. L'Allemagne, la Belgique et surtout l'Italie - on pourrait rajouter l'Espagne - ont toujours, dans les années 1960, un tissu dense de petites et de très petites entreprises. A la fin du siècle, le constat reste valable à l'échelle européenne (tableau 3). La place des grandes entreprises s'est développée. Néanmoins, les petites et très petites entreprises constituent l'essentiel du stock d'entreprises. Elles emploient la majorité de la population active et représentent presque la moitié du chiffre d'affaires. Elles sont donc loin d'être négligeables ou une simple survivance du passé.

**Tableau 3 : Distribution (en %) des entreprises en Europe en 1995**

| Entreprises | Nombre | Emploi | Chiffre d'affaires |
|---|---|---|---|
| **Grandes** | 0,2 | 33,9 | 35 |

[8] Ces pourcentages n'incluent pas les entreprises sans salarié.
[9] Agnès Roche, Sacha Leduc (dir.), *Thiers, capitale coutelière. Déclin et résistance d'un bassin industriel,* Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2026.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **(plus de 250 salariés)** | | | |
| **Moyennes (50 à 249 salariés)** | 0,9 | 14,9 | 19,1 |
| **Petites et très petites (0 à 49 salariés)** | 98,9 | 51,2 | 45,9 |

Sources : Eurostat, 1996 ; INSEE, 1997

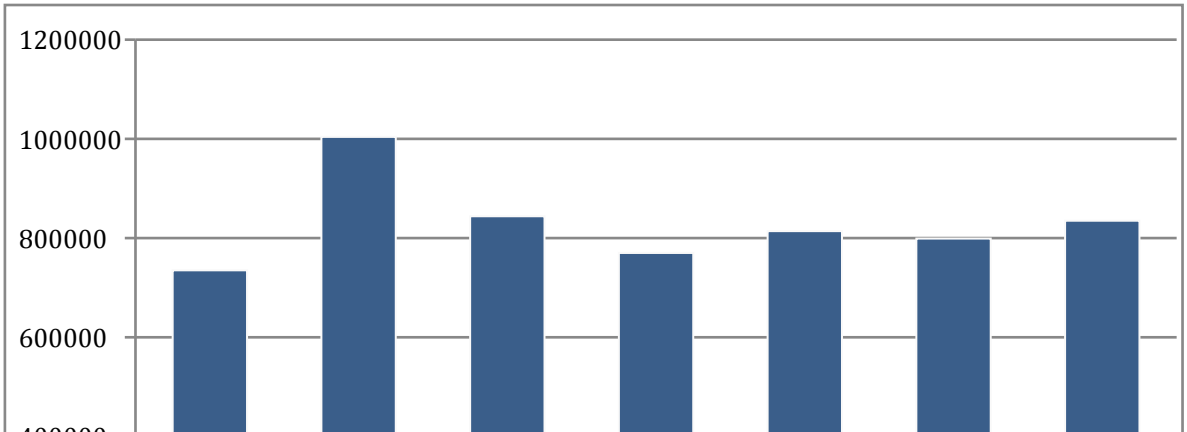
### *2. Une disparition de l'artisanat et du petit commerce ?*

L'activisme antifiscal violent du mouvement Poujade au milieu des années 1950, puis du Cid-Unati de Gérard Nicoud au tournant des années 1960-1970 est généralement interprété comme l'expression du déclin de petites entreprises artisanales et commerciales archaïques dans une France des Trente glorieuses qui se modernise. On pourrait y ajouter la CDCA (Confédération de défense des commerçants et des artisans) de Christian Poucet dans les années 1990. A la fin des Trente glorieuses, les auteurs d'un ouvrage de référence en économie pouvaient évoquer une disparition de l'artisanat (et évacuer le sujet en seulement deux pages). Pourtant, la France compte autant d'artisans à la fin du XXè siècle que dans les années 1920. L'artisanat n'a donc pas disparu.

L'artisanat a plutôt connu une évolution cyclique comme le montre le graphique suivant (graphique 1).

La Seconde Guerre mondiale et l'Occupation ont provoqué une forte croissance des petites entreprises artisanales, qui se retrouve aussi dans le petit commerce, alimenté par plusieurs facteurs convergents : l'absence de nombreux artisans (et commerçants) retenus prisonniers en Allemagne crée des manques qui poussent les préfets à autoriser l'ouverture de nouvelles entreprises pour y pallier ; le contexte de pénuries qui fait naître une économie de la débrouille (le système D) dans laquelle tout se répare ; le chômage qui fait de l'artisanat un refuge pour trouver un revenu et survivre. A la fin des années 1940, l'artisanat compte un million d'entreprises. Mais, cet apogée est fragile. Il se retourne brutalement et l'artisanat perd ensuite des entreprises dans les deux décennies suivantes. Et ce sont d'abord les entreprises créées avec peu de moyens durant la guerre qui disparaissent. Les fragilités de l'essor de la guerre et l'immédiat après-guerre nourrissent le repli des années suivantes. De plus, les salaires progressent plus vite que les revenus des indépendants pendant les Trente glorieuses et, avec la création de la Sécurité sociale, les salariés sont mieux couverts que les indépendants. Toutefois, à la fin des années 1960, le solde des créations et des disparitions d'entreprises s'équilibre de nouveau, puis le nombre d'entreprises artisanales repart à la hausse dans les années 1970. Il se stabilise autour de 800 000 à la fin du siècle, soit autant que dans les années 1920.

Graphique 1 : Evolution du nombre d'entreprises artisanales au XXè siècle



L'artisanat n'a pas disparu car il s'est transformé. Sur la longue durée, trois grandes transformations peuvent être dégagées.

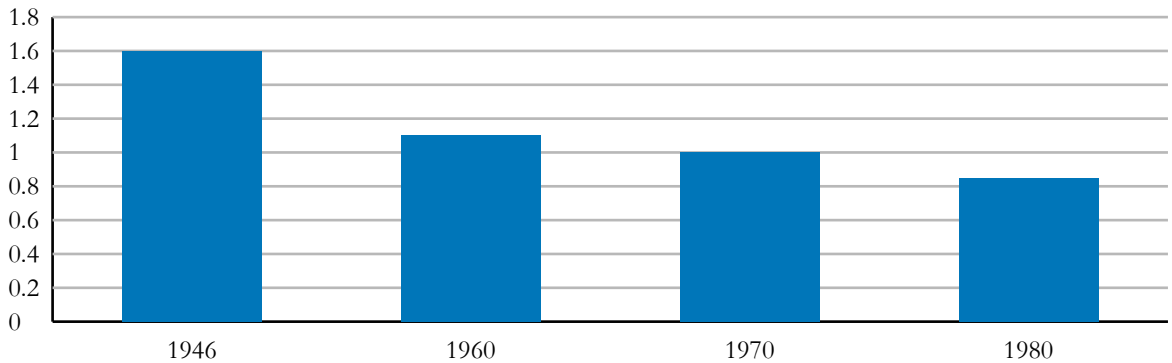
Premièrement, les artisans n'exercent plus les mêmes métiers. Certains ont décliné, et sont devenus en même temps des métiers d'art (dans les métiers ruraux, le bois, le textile et le cuir notamment), mais d'autres ont émergé notamment dans les services de réparation ou à la personne. Les artisans sont moins souvent tailleurs, couturières, cordonniers, maréchaux, forgerons, etc., mais plus souvent mécaniciens automobiles, coiffeurs… Sur la longue durée, le bâtiment a renforcé sa domination et représente aujourd'hui quatre entreprises sur dix de l'artisanat.

Deuxièmement, les artisans n'exercent plus leur métier de la même manière. Les ouvriers à leur compte sont progressivement devenus des entrepreneurs : ils travaillent moins souvent seuls et deviennent des patrons en employant des salariés, ils se sont acculturés à la gestion et à la comptabilité, ils ont développé leur communication, ils se sont bancarisés, notamment pour pouvoir financer des investissements croissants…

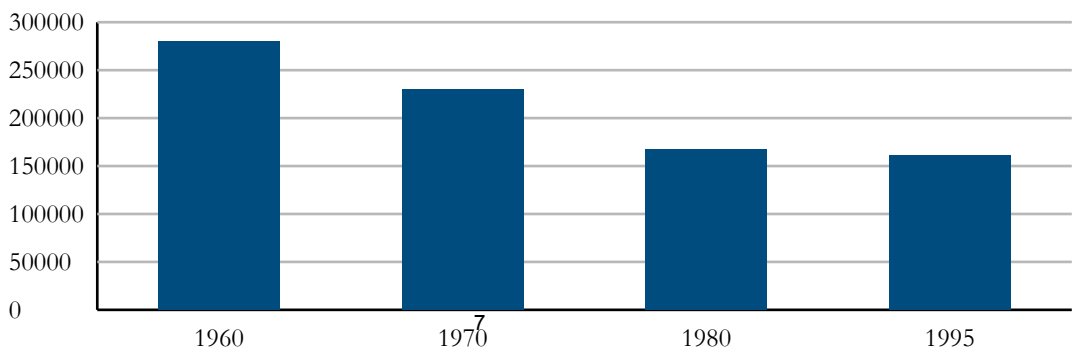
Troisièmement, les artisans ne travaillent plus de la même manière. L'artisanat n'est pas resté figé dans des savoir-faire anciens, pré-industriels. Ses techniques ont évolué. Les artisans ont appris à utiliser de nouvelles matières, de nouveaux procédés, de nouveaux outils, y compris des machines ; ce qui n'est d'ailleurs pas sans conséquences sur les conditions de travail et les risques professionnels que l'inspection du travail doit contrôler.

En revanche, si l'artisanat a réussi à se maintenir, c'est moins vrai du petit commerce. Le développement de nouvelles formes de distribution, et notamment l'apparition des grandes surfaces à la fin des années 1960, a profondément transformé les habitudes de consommation des Français et bousculé l'ancienne hégémonie des petits détaillants indépendants dont les parts de marché ont régressé. Le nombre d'établissements commerciaux recule régulièrement après 1950 (graphique 2). Cette chute affecte également l'hôtellerie et la restauration (graphique 3).

Graphique 2 : Evolution des établissements commerciaux en France (en million)




Graphique 3 : Hôtels, cafés, restaurants en France



## Conclusion

Sur longue durée, l'économie française est marquée par un essor de la grande et de la très grande entreprise qui occupent progressivement une place croissante en concentrant une part importante des emplois salariés et de la production. Mais, d'une part, leur émergence s'est faite avec une permanence des petites (et moyennes) entreprises et, d'autre part, la concentration est restée inégale selon les secteurs d'activités et aussi selon les lieux et les régions. Cette importance des petites entreprises n'a rien d'un retard français, ni d'un archaïsme ; elle se retrouve chez la plupart de nos voisins d'Europe occidentale.

La fin de la haute croissance de la période des Trente glorieuses a conduit à remettre en cause la confiance accordée précédemment aux grandes entreprises, leur capacité à assurer des gains de productivité, à générer de la croissance et à créer des emplois. La fin du XXe siècle est au contraire celle du *Small is Beautifull* ; ce qui permet, pour finir, de tracer à grands traits quelques évolutions marquantes jusqu'à nos jours.

L'ère de la mondialisation et des firmes transnationales n'a pas davantage que les précédentes tué les petites entreprises et l'artisanat. Au contraire, le nombre d'entreprises artisanales a fortement augmenté en France depuis le début du XXIe siècle. Elles sont près d'1,5 millions actuellement.

Le tournant libéral des années 1980 a remis en selle la figure de l'entrepreneur, avec des effets sur la politique de l'emploi. Les chômeurs notamment ont été incités à être « entrepreneurs de soi-même », c'est-à-dire à créer eux-mêmes les emplois que les grandes entreprises ne paraissent plus pouvoir apporter en créant leur propre entreprise ; d'où par exemple la création du statut d'auto-, puis micro-entrepreneur.

Enfin, l'attrait pour la petite entreprise, notamment artisanale, participe d'une remise en cause de la gouvernance interne des entreprises, d'une insatisfaction à l'égard des conditions de travail et d'une quête de sens qui nourrit un mouvement de reconversions professionnelles vers l'artisanat, mis en lumière par les médias mais qu'il convient toutefois de ne pas surestimer.